

Approche sociale des territoires

Plus que jamais, les territoires dont ceux du rural sont confrontés à un accroissement des préoccupations sociales, conséquences des mutations économiques et socio-démographiques. Nombre de ménages doivent faire face à des difficultés croissantes pour assurer leurs besoins vitaux. L'accès à l'emploi ou la faiblesse des revenus, les questions de mobilité, l'isolement social, sont autant de raisons générant la précarité voire une hausse de la pauvreté.

En contrepoint, la tertiarisation de l'économie et les nouvelles organisations du travail, l'évolution du rythme de vie des ménages, les questions de solidarités générationnelles avec le phénomène croissant du vieillissement de la population, agissent sur le devenir de la vie sociale.



Des questionnements récurrents

Soucieuses de répondre à ces problématiques posées, les intercommunalités exercent davantage de compétences sociales en faveur des politiques locales, véritables leviers de la cohésion sociale.

D'ailleurs, l'arrivée de nouveaux habitants et les efforts réalisés pour maintenir les populations

dont les jeunes adultes, constituent des enjeux majeurs pour la vitalité des territoires . Le développement territorial passe par son attractivité. Celle ci s'appuie sur la recherche d'un environnement porteur grâce à la qualité de la vie sociale, qui intéresse aussi la dynamique économique.

Pour faire face à ce défi, les élus comme les autres acteurs locaux sont convaincus de la nécessité d'intervenir sur le champ de l'action sociale.

Pourtant, les débats font émerger de nombreuses interrogations: comment faire partager cette volonté commune d'intervenir sur le domaine social ? Comment identifier les préoccupations sociales, les besoins ? Quels sont les enjeux du territoire, de la ruralité pour prioriser les projets et développer une politique sociale de proximité ? Comment conduire un projet coordonné et en partenariat ?

Plus que jamais, les territoires ruraux sont confrontés à un accroissement des préoccupations sociales, conséquences des mutations économiques et sociodémographiques. Nombre de ménages doivent faire face à des difficultés croissantes pour assurer leurs besoins vitaux. L'accès à l'emploi ou la faiblesse des revenus, les questions de mobilité, l'isolement social, sont autant de raisons générant la précarité voire une remontée de la pauvreté.

En contrepoint, la tertiarisation de l'économie et les nouvelles organisations du travail, l'évolution du rythme de vie des ménages, les questions de solidarités générationnelles avec le phénomène croissant du vieillissement de la population, agissent sur le devenir de la vie sociale .

Soucieuses de répondre aux problématiques posées, les communautés de communes exercent davantage aujourd'hui de compétences sociales pour développer des politiques locales, véritable levier pour la cohésion sociale.

D'ailleurs, l'arrivée de nouveaux habitants et les efforts faits pour maintenir les populations dont les jeunes adultes, constituent des enjeux majeurs pour la vitalité des territoires ruraux. Le développement territorial passe par son attractivité. Celle-ci s'appuie sur la recherche d'un environnement porteur grâce à la qualité de la vie sociale, qui intéresse aussi la dynamique économique.

Pour faire face à ce défi, les élus comme les autres acteurs locaux sont convaincus de la nécessité d'intervenir sur le champ de l'action sociale.

Pourtant, les débats font émerger de nombreuses interrogations: comment faire partager cette volonté commune d'intervenir sur le domaine social? Comment identifier les préoccupations sociales, les besoins ? Quels sont les enjeux du territoire, de la ruralité pour prioriser les projets et développer une politique sociale de proximité? comment conduire un projet coordonné et en partenariat ?